Derrière une part de la dépense publique, il y a du travail productif

https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2026/11/03/derriere-une-part-de-la-depense-publique-il-y-a-du-travail-productif
https://blogs.mediapart.fr/jmharribey/blog/031126/derriere-une-part-de-la-depense-publique-il-y-du-travail-productif

3 novembre 2026

En ces temps de frénésie conservatrice, voire réactionnaire, jetant le discrédit sur la dette publique et des anathèmes contre les partisans d'une hausse des impôts sur les classes possédantes, il est nécessaire d'insister sur l'arrière-fond du discours dominant : l'intervention publique est néfaste, les services publics vivent au dépens de l'initiative privée, les fonctionnaires ne produisent rien, etc. J'ai infligé aux lecteurs d'innombrables essais de démonstration du caractère productif de valeur par le travail employé dans les services monétaires non marchands et j'ai, autant que je puisse, essayé de discuter longuement avec mes collègues et amis[1].

Parmi les arguments de mes collègues et amis contradicteurs, il en est un sur lequel je dois revenir parce qu'il se situe sur le même plan de la logique que j'utilise moi-même.

L'un de mes plus anciens arguments, sinon le plus ancien, était d'effectuer un « passage à la limite » : si la production marchande s'amenuisait relativement à la production non marchande, et a fortiori si sa proportion dans la production totale tendait vers 0, alors que la production non marchande tendait vers 1, le financement de la seconde par la première serait logiquement impossible. C'était d'ailleurs le raisonnement qui, au moins implicitement, avait conduit progressivement tous les statisticiens du monde[2] – même ceux finalement de l'Union soviétique – à abandonner l'idée que seule l'activité capitaliste matérielle était productive de valeur, tandis que l'immensité des services même marchands ne l'était pas.

En appliquant ce raisonnement, j'ai conclu depuis une trentaine d'années que le paiement socialisé des services non marchands était assuré par le prélèvement d'impôts et de cotisations sociales effectué sur un PIB déjà augmenté du PIB non marchand. Autrement, dit, à mon sens, la faille logique du raisonnement traditionnel, orthodoxe libéral comme hétérodoxe marxiste, concernant le travail dans les services non marchands est de considérer que les prélèvements obligatoires sont effectués sur une base qui devrait résulter de ces prélèvements.

L'anthropologue Christophe Darmangeat, rejoint sur ce point par Michel Husson et Clément Cardonnier[3], a rétorqué que le paradoxe que je soulevais se situait dans ma propre

---

[1] Une présentation synthétique dans Jean-Marie Harribey, « Dans les services monétaires non marchands, le travail est productif de valeur », *La Nouvelle Revue du travail*, n° 15, 2019, https://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/valeur/travail-productif-nrt.pdf. On y trouvera mes arguments et une discussion des arguments adverses.

[2] Nicolas Carnot et Étienne Debauche, « Dans quelle mesure les administrations publiques contribuent-elles à la production nationale ? », *Blog Insee*, 3 décembre 2021, https://blog.insee.fr/dans-quelle-mesure-les-administrations-publiques-contribuent-elles-a-la-production-nationale. Jean-Marie Harribey, « L'Insee remet les pendules à l'heure sur le travail des fonctionnaires », 21 décembre 2021, https://blogs.alternatives-economiques.fr/les-economistes-atterres/2021/12/21/l-insee-remet-les-pendules-a-l-heure-sur-le-travail-des-fonctionnaires. Attention à bien distinguer la dépense publique correspondant à la production de services non marchands de celle qui correspond aux transferts sociaux.

[3] Christophe Darmangeat, *Le profit déchiffré, Trois essais d'économie marxiste*, Montreuil, Éditions La ville brûle, Collection « Mouvement réel », 2016, Annexe au deuxième essai ; « L'inestimable valeur du marxisme, Réponse à la réponse de Jean-Marie Harribey », *Contretemps*, 25 octobre 2016, https://www.contretemps.eu/darmangeat-inestimable-valeur-maxisme ; « De quoi le travail productif est-il le nom ? », *Les Possibles*, n° 15, automne 2017, https://france.attac.org/nos-publications/les-possibles/numero-15-automne-2017/debats/article/de-quoi-le-travail-productif-est-il-le-nom.

thèse et non pas dans le raisonnement traditionnel, et notamment marxiste, pour lequel il y a prélèvement sur la plus-value capitaliste pour financer l'école et l'hôpital gratuits. Christophe Darmangeat écrit ceci :

> « Si 99 % de la production sociale prenait la forme de biens gratuits, alors le salaire des 99 % de fonctionnaires, de même que celui du 1 % de salariés du secteur privé, serait réduit dans les mêmes proportions. Le poids du prélèvement diminuerait en même temps que la masse sur laquelle ce prélèvement serait effectué. Il n'y aurait pas un déséquilibre croissant et insoutenable mais, en quelque sorte, une dissolution de l'impôt. »

Si je m'en tenais à cette formulation, je reconnaîtrais volontiers que Christophe Darmangeat a logiquement raison. Cette formulation a seulement le mérite à mes yeux de faire ce qu'on appelle une « expérience de pensée » pour obliger à poser le problème autrement que cela est fait habituellement. Parce qu'il reste une énigme à résoudre : comment un prélèvement d'impôt ou de cotisation sociale pourrait être effectué sur une base qui n'existerait pas encore ? Je mets ci-dessous un extrait de l'article publié en 2017 en réponse à celui de Christophe Darmangeat, afin de pourvoir opposer un nouvel argumentaire aux détracteurs de la dénommée dépense publique.[4].

Au centre de la loi de la valeur de Marx : la validation sociale

Karl Marx définit dans le Livre I du *Capital* le travail productif de valeur comme celui qui produit de la plus-value pour le capital. Je fais mienne cette définition propre au modèle théorique pur – le plus abstrait – du capitalisme, ainsi que Marx l'annonce dès le début de son ouvrage. Max Weber dirait que ce modèle est l'idéal-type du capitalisme. Mais un capitalisme concret n'est pas un clone du modèle théorique. Ainsi, après deux siècles de luttes sociales, dans les pays capitalistes, existe une sphère qui échappe largement à l'emprise du capital et à l'exigence de profit : c'est la sphère monétaire mais non marchande où sont produits de l'éducation, des soins de santé, et beaucoup d'autres services répondant à des besoins collectifs et non à l'appétit du gain. Comment faut-il analyser le travail de ceux qui enseignent, qui soignent, etc. ? La réponse de l'économie dominante (dite néoclassique) est que ces travaux sont improductifs et qu'ils sont financés par prélèvement sur l'économie marchande[5]. La réponse traditionnelle des marxistes est semblable : les services non marchands sont financés par prélèvement sur la plus-value capitaliste parce que les travailleurs produisant des services non marchands sont improductifs.

Je soutiens que ces deux assertions traditionnelles sont fausses. Pour le montrer, je pars de Marx, mais du Marx qui est le plus souvent laissé de côté, sinon ignoré. Je prends alors au sérieux la métaphore de Marx sur le « saut périlleux de la marchandise » pour en dégager le principe servant à définir le travail productif.

Michel Husson, « Comptabilité nationale et valeur non marchande », Note hussonet, n° 103, 18 octobre 2016,http://hussonet.free.fr/apupu.pdf, publiée sur *Contretemps*, http://www.contretemps.eu/husson-fonctionnaires-valeur ; « La garantie de l'emploi au milieu du gué », *À l'encontre*, 3 mai 2021, http://alencontre.org/societe/la-garantie-demploi-au-milieu-du-gue.html.

Clément Carbonnier, « La garantie de l'emploi, l'arme sociale du Green New Deal », *Le Grand Continent*, 11 avril 2021, https://legrandcontinent.eu/fr/2021/04/11/la-garantie-de-lemploi-larme-sociale-du-green-new-deal.

Jean-Marie Harribey, « Du travail productif dans les services non marchands à la garantie de l'emploi : le débat est ouvert », 25 septembre 2021, https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2021/09/25/du-travail-productif-dans-les-services-non-marchands-a-la-garantie-de-l-emploi-le-debat-est-ouvert.

[4] Jean-Marie Harribey, « Le travail productif est davantage que ce que l'on croit. Discussion avec Christophe Darmangeat (suite) », *Les Possibles*, n° 15, automne 2017, https://france.attac.org/nos-publications/les-possibles/numero-15-automne-2017/debats/article/le-travail-productif-est-davantage-que-ce-que-l-on-croit ; en réponse à Christophe Darmangeat, « De quoi le travail productif est-il le nom ? », *op.cit.*

[5] Jean Peyrelevade (2016), écrit : « l'économie gratuite est intégralement financée par les producteurs de richesses marchandes, ceux qui, au sens propre, font du fric ». Voilà qu'en termes galants ces choses-là sont dites !

> « M–A. Première métamorphose de la marchandise, sa vente. La valeur de la marchandise saute de son propre corps dans celui de l'or. C'est son saut périlleux. S'il manque, elle ne s'en portera pas plus mal, mais son possesseur sera frustré. Tout en multipliant ses besoins, la division sociale du travail a du même coup rétréci sa capacité productive. C'est précisément pourquoi son produit ne lui sert que de valeur d'échange ou d'équivalent général. Toutefois, il n'acquiert cette forme qu'en se convertissant en argent, et l'argent se trouve dans la poche d'autrui. Pour le tirer de là, il faut avant tout que la marchandise soit valeur d'usage pour l'acheteur, que le travail dépensé en elle l'ait été *sous une forme socialement utile ou qu'il soit légitimé comme branche de la division sociale du travail*. »[6]

Comment peut-on résumer la théorie de la valeur de Marx ? Au binôme valeur d'usage/valeur d'échange des économistes classiques Adam Smith et David Ricardo, Marx oppose un triptyque : la *valeur d'usage* est une condition de la *valeur* en tant que fraction du travail socialement validé monétairement, laquelle apparaît dans l'échange par le biais d'une proportion, la *valeur d'échange* qui est mesurée par l'équivalent monétaire de la quantité de travail nécessaire en moyenne dans la société considérée, une fois satisfaite l'exigence d'un taux moyen de profit pour le capital. Je pense que le cœur de l'analyse de Marx est le concept de validation sociale : le marché valide le travail dépensé pour produire la marchandise, sans quoi le travail n'aurait créé aucune valeur. Autrement dit, le concept de *validation* est le point de passage du travail à la valeur monétaire.

Or, les sociétés capitalistes contemporaines connaissent, grâce aux luttes sociales, un second mode de validation du travail : c'est la décision politique d'apprendre à lire et à écrire aux enfants, de soigner les malades, d'apprendre à nager dans les piscines municipales, etc. L'embauche de travailleurs et des investissements publics vont permettre la production de ces services. Ma conclusion est que ces travailleurs produisent certes des valeurs d'usage, mais aussi, ce qui est moins trivial, de la valeur au sens économique, qui s'ajoute à celle produite dans la sphère marchande et qui n'est donc pas soustraite à celle-ci. Voilà l'essentiel : il n'existe pas un, mais deux espaces de validation sociale du travail, qui sont en tension permanente, parce que, si la bourgeoisie n'a pas les économistes-idéologues capables de lui expliquer correctement son économie, elle comprend spontanément que les ressources humaines consacrées à produire de la valeur pour la collectivité ne sont plus disponibles pour produire de la valeur pour le capital qu'elle veut valoriser à tout prix. Tel est le moteur de la marchandisation annoncée avec fracas par Marx et Engels dans le *Manifeste du parti communiste* en 1848[7] et méthodiquement décortiquée dans *Le Capital*.

Les difficultés pour définir le travail productif

Quels sont les arguments avancés par Christophe Darmangeat pour réfuter ma thèse, qui rassemblent la plupart de ceux qui m'ont été opposés ? Je dis pour commencer que ce qui importe à mes yeux pour clarifier le débat, c'est de se situer sur un plan de raisonnement logique et non pas sur un plan normatif.

La première citation rapportée par Christophe Darmangeat (« Tout travailleur productif est salarié, mais il ne s'ensuit pas que tout salarié soit un travailleur productif. ») est utile pour cerner le champ de l'étude. Clairement, cette citation réduit la sphère productive au secteur capitaliste au sens strict. Sont exclus, bien sûr, le secteur monétaire non marchand, mais également la partie marchande qui n'emploie pas de travail salarié (par exemple, les artisans). Sans précaution, il est donc implicitement admis que les rapports capitalistes (donc salariaux) sont identifiés aux rapports marchands et réciproquement. Ce qui est contraire à la réalité : on ne peut soutenir que la petite production marchande ne crée pas de valeur. La restriction

[6] K. Marx, *Le Capital,* Livre I (1965), p. 644-645, souligné par moi.
[7] On ne peut que recommander le film de Raoul Peck, « Le jeune Karl Marx », 2017.

erronée contenue dans cette citation a sans doute quelque chose à voir avec la confusion récurrente au sein du marxisme traditionnel entre capitalisme et marché.

Suit alors l'affirmation conforme à la présentation que j'ai faite ci-dessus, selon laquelle « Marx n'avait eu de cesse de se démarquer d'une telle conception, et de militer pour une détermination purement sociale du travail productif », c'est-à-dire « qu'un travail s'avère productif ou improductif selon les relations économiques dans lesquelles il s'insère, indépendamment de sa nature concrète ». Là-dessus, nous sommes d'accord. Je reconnais à Christophe Darmangeat le mérite d'avoir mis bien en évidence la difficulté de Marx à rendre cohérentes les deux manières de définir le travail productif : soit le travail rémunéré par du capital, soit par du revenu, suivant en cela Smith. Mais cette distinction s'avère impraticable pour les travailleurs du commerce et de la banque, au point d'aboutir à une énigme : ces travailleurs seraient productifs pour tous les capitalistes pris individuellement et improductifs pour les capitalistes dans leur ensemble. Comment justifier cela ? Christophe Darmangeat raisonne à deux niveaux : 1) « Si les employés de banque ou de commerce sont productifs pour les capitalistes qui les emploient sans toutefois l'être pour le système dans son ensemble, c'est parce que leur travail, sans créer lui-même de plus-value, permet néanmoins à leur employeur de percevoir sous forme de profit une plus-value créée ailleurs. » 2) « Le caractère productif ou improductif du travail ne répartit pas les salariés en deux, mais en trois catégories. Pour rendre compte de cette réalité ternaire, nous proposons de parler de travail productif (et improductif) au sens large ou au sens strict. Au sens strict, le travail productif se définit comme celui qui produit de la plus-value ; au sens large, comme celui qui s'échange contre du capital. Dans ce cadre, le travail de circulation est productif au sens large, mais non au sens strict. Réciproquement, au sens strict, le travail improductif est celui qui s'échange contre du revenu ; au sens large, celui qui ne produit pas de plus-value. »

L'argumentation est subtile, car Christophe Darmangeat, pour définir le travail productif individuellement qui est improductif globalement, substitue au critère de Smith – l'échange de travail contre du revenu – celui de l'échange contre du capital, tout en gardant le critère de Smith pour les travailleurs improductifs en tout état de cause. L'énigme ci-dessus est alors résolue si on considère le travail du point de vue collectif, au sens où Marx parlait du « travailleur collectif ». Mais, dans ce cas, la séparation entre définition stricte/définition large n'a plus de raison d'être. La maintenir revient à faire de la théorie de la valeur de Marx une théorie micro-économique de la valeur, alors que, indubitablement, elle est, dans son esprit, une théorie des rapports sociaux, donc d'emblée macro-socio-économique. Et surtout, elle prend appui sur une conception de la valeur qui, implicitement, exclut la monnaie puisque « [la théorie marxiste de la valeur-travail] affirme en effet que l'échange tend par nature, en économie marchande, à être un échange d'équivalents : or, pour qu'une telle affirmation ait un sens, *il faut nécessairement que l'équivalence préexiste à l'échange* », explique Christophe Darmangeat[8]. C'est ce point qui peut être la clé pour trancher la discussion.

La clé de la controverse

Les débats que j'ai eus avec mes collègues et amis sur la question du travail productif finissent tous par arriver à la question de la monnaie. Prenant appui sur les recherches contemporaines sur la monnaie[9], je considère que l'affirmation ci-dessus est erronée et qu'elle retourne à un stade pré-critique de l'économie politique, et donc à un stade pré-marxien. La raison en est que le critère de validation sociale, que je considère comme étant au cœur de la

[8] Souligné par moi.

[9] Pas seulement celles que l'on range dans la catégorie institutionnaliste. Par exemple, Tran Hai Hac (2003, tome I, p. 106-107) écrit : « La forme monnaie s'impose aux marchandises comme condition de forme et présupposition de tout échange marchand. [...] La monnaie n'est pas un instrument commode des rapports sociaux : elle est la forme même du rapport social. »

théorie de la valeur de Marx, est ignoré. En d'autres termes, il n'y a pas d'équivalence de travaux préexistant à l'échange. Il faut donc considérer le « saut périlleux » comme le point clé de l'analyse de la valeur de la marchandise, parce que c'est ce saut qui transforme, mais uniquement lorsqu'il est réussi, le travail concret en travail abstrait, c'est-à-dire le travail en valeur, dont la forme est nécessairement monétaire. Et il faut immédiatement ensuite appliquer le principe de la validation sociale à un autre cas de figure, celui de la validation politique qui permet non pas un « saut périlleux » *ex post* par rapport au travail, mais un « saut assuré » *ex ante*.

Dès lors, on peut répondre aux objections de Christophe Darmangeat. Je reconnais que les premières formulations de ma thèse que j'avais présentées au début de ma réflexion comportaient des imprécisions et des ambiguïtés qui pouvaient prêter à confusion. Mais j'ai, depuis ce moment, grâce aux discussions que j'ai eues, reformulé les choses qui ne sont pas prises en compte par ce qu'en rapporte Christophe Darmangeat :

> « Pour J.-M. Harribey, la monnaie rémunérant les fonctionnaires constitue *ipso facto* une création de valeur. La décision politique conduisant *in fine* à ce versement représente une validation sociale du travail, au même titre que la validation sociale « classique », intervenant par la vente de la marchandise sur le marché. »

Je répète ici que ce n'est pas le versement de salaire aux fonctionnaires qui valide leur travail. Cette validation est antérieure : elle tient dans la décision politique de faire produire des services non marchands. Le versement du salaire monétaire est postérieur à cette décision et même postérieur au travail. Le paiement de ce salaire, via l'impôt ou l'emprunt public, est une autre question que j'aborde par ailleurs. En particulier, beaucoup d'incompréhensions sur les impôts trouvent leur source dans la confusion entre financement de la production (nécessairement *ex ante*) et paiement de celle-ci (*ex post*). Là encore, beaucoup de marxistes traditionnels s'offusquent que je puisse utiliser une distinction que l'on doit à Keynes à l'intérieur d'un corpus marxien : un résidu de l'impensé de la monnaie jusque dans le marxisme traditionnel[10].

Il se pourrait que l'incompréhension, déjà relevée dans mon premier débat avec Jacques Bidet, vienne du fait que j'emploie l'expression du travail créateur de « revenu » au sens macro-économique de Keynes qui n'a rien à voir avec le sens de « revenu » chez Smith, repris par Marx. Aussi Christophe Darmangeat croit réfuter mon argument en disant que je confonds une création de valeur par le travail employé à produire des services non marchands avec le phénomène du multiplicateur de l'activité marchande, déclenché par la dépense publique. Il y a un effet multiplicateur parce que la dépense publique engendre une hausse de l'activité privée, mais il s'agit d'un autre phénomène que celui que je discute. Celui dont je m'occupe est celui de la création de valeur par le travail propre des travailleurs employés à produire des services non marchands. C'est ce qui m'a fait écrire à plusieurs reprises, avec des airs de provocation, mais en parfaite cohérence avec l'idée que tous les salaires proviennent de la valeur ajoutée globale : les salariés du secteur non marchand produisent le revenu qui les rémunère, de façon analogue aux salariés du secteur capitaliste. Il ne faut donc pas se laisser abuser par le fait que la force de travail employée par le capitaliste s'échange contre du capital, dès lors que celui-ci est soit issu d'une valeur ajoutée précédente, soit le fait d'une création monétaire[11].

Christophe Darmangeat croit pouvoir conclure : « le travail des domestiques et des fonctionnaires est improductif (pour le capital) parce qu'il ne crée pas de valeur ajoutée ».

---

[10] Au contraire de Suzanne de Brunhoff, *La monnaie chez Marx* (1967). Voir la communication de Maria de Lourdes Rollemberg Mollo au séminaire rendant hommage à Suzanne de Brunhoff, 27 mai 2016. Voir aussi l'ouvrage à paraître des Économistes atterrés, *La monnaie, un enjeu politique* (2018).

[11] Dans une interprétation circuitiste du capitalisme, on peut même soutenir que les capitalistes « n'avancent rien ».

Évidemment, ce travail ne crée pas de valeur *pour le capital* ! Personne, et surtout pas moi, ne conteste cela. Le problème vient de la généralisation, car le travail dans les services non marchands *ajoute* de la valeur pour la société. Je renvoie le lecteur à mes discussions précédentes avec Christophe Darmangeat et Michel Husson sur la comptabilité nationale, au sujet de laquelle tous les deux se trompent[12], notamment en affirmant, pour ce qui concerne Christophe Darmangeat, que le PIB mesure la seule richesse marchande[13].

Le clou de l'affaire est donné par la dernière partie de l'article de Christophe Darmangeat :

> « Sur le fond, l'idée que les travailleurs productifs, étant les seuls à produire de la plus-value, seraient par conséquent les seuls à être exploités, est fausse et explicitement contredite par K. Marx lui-même. D'un point de vue général, le surtravail s'est manifesté dans les sociétés du passé sous bien d'autres formes que la plus-value typique du système capitaliste. Même au sein de celui-ci, l'exploitation ne se résume pas à la seule extraction de plus-value. *Le Capital* explique ainsi que les salariés improductifs au sens large sont eux aussi exploités, dans la mesure où ils font économiser aux capitalistes davantage d'argent qu'ils n'en reçoivent comme salaire (Marx 1983-II:134, 1983-III:315-316). Au demeurant, l'exploitation est loin de concerner les seuls prolétaires employés par le capital. Ainsi, on pourrait soutenir à bon droit que le domestique, lui aussi, est exploité, dans la mesure où la valeur des services qu'il fournit est supérieure à la valeur qu'il perçoit sous forme de salaire, ce qui se vérifie par un raisonnement simple : toutes choses égales par ailleurs (en particulier, la productivité de ce domestique), si son employeur devait s'adresser à une entreprise pour obtenir les mêmes prestations, il devrait débourser, en plus de son salaire (qui n'aurait aucune raison d'être différent), le profit du capitaliste de l'entreprise de services. »

Résumons cette conclusion de Christophe Darmangeat : ces salariés sont improductifs de valeur mais ils produisent des services ayant plus de valeur qu'ils n'en reçoivent ! Cette position théorique est proprement intenable. Et elle doit être radicalement distinguée d'une autre proposition qui, elle, est exacte : l'emploi de la force de travail pour produire de l'éducation non marchande est improductive de capital. Qu'il n'y ait aucun malentendu, la controverse ne porte pas sur ce point.

Au final, toutes ces discussions permettent d'affiner les formulations sur un sujet complexe, et j'en profite pour remercier Christophe Darmangeat ainsi que tous les autres interlocuteurs. S'il fallait résumer d'une phrase l'ensemble de la controverse pour la dédramatiser, je dirais que définir le travail productif de valeur (sous-entendu pour le capital) comme celui qui produit de la valeur pour le capital serait une tautologie. Pour dépasser celle-ci, il me semble qu'il faut distinguer un modèle théorique idéal-typique de l'analyse d'une société concrète traversée de contradictions, dans laquelle la partition entre sphère où règne la loi du profit et sphère qui en est préservée est le résultat d'un rapport de force. La loi de la valeur comme expression du rapport social, n'est-ce pas marxien, ça ?

Il me semble, après tant de discussions sur le travail productif dans la sphère monétaire non marchande, qu'on peut réfléchir de nouvelle manière à la légitimation de ladite dépense publique.

---

[12] Voir les articles référencés https://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/valeur/les-travailleurs-produisent.pdf et https://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/valeur/pourtant-ils-produisent.pdf.

[13] La discussion que je mène n'a également rien à voir avec le fait que l'emploi de travailleurs dans la sphère non marchande améliore la rotation du capital au sein du secteur capitaliste, comme le fait remarquer Christophe Darmangeat en citant Gérard Duménil.